

H-France Review Vol. 22 (August 2022), No. 129

Emmanuelle Chapron, *Livres d'école et littérature de jeunesse en France au XVIII^e siècle*. Oxford University Studies in the Enlightenment. Liverpool: Liverpool University Press, 2021. x + 401 pp. Figures, table, bibliographie, sources et index. £65.00 U.K. (pb). ISBN 978-1-800-34803-5.

Compte-rendu par Sonia Cherrad, CELLAM-Université Rennes 2

L'ouvrage d'Emmanuelle Chapron s'inscrit à la fois dans l'histoire du livre et dans l'histoire de l'éducation et effectue des incursions dans l'histoire sociale et l'histoire de l'économie. Il prend la suite de nombreux travaux historiques et littéraires qui ont paru sur les livres, les lecteurs et les pratiques de lecture tout en s'intéressant à un domaine qui n'avait pas encore fait l'objet d'une étude systématique, le marché du livre pour enfants et jeunes gens au dix-huitième siècle. L'objectif annoncé par l'historienne est de montrer que les livres correspondant aux catégories de librairie et de bibliothèque aujourd'hui dénommées « livre d'école » et « littérature de jeunesse » sont apparus au dix-huitième siècle alors que l'historiographie place souvent leur naissance au dix-neuvième siècle. Dans cette perspective, l'enquête historique porte en particulier sur deux types d'acteurs : les adultes qui ont progressivement modelé ces catégories puis structuré le champ de la lecture enfantine (autorités religieuses, imprimeurs, libraires, auteurs) et les enfants des différentes couches sociales qui ont été les destinataires et utilisateurs de ces livres.

L'ouvrage se divise en deux parties. La première, « L'Ancien Régime du livre d'école », s'ouvre sur un chapitre intitulé « Le livre aux petites écoles » où sont décrits les lieux d'apprentissage des catégories sociales modestes, les petites écoles. E. Chapron rappelle que, conformément aux directives issues de la Contre-Réforme et de façon renouvelée au dix-huitième siècle, l'Église prescrit les livres qui doivent être utilisés par les enfants. Les évêques signalent aux curés et aux maîtres d'école de leurs diocèses quels sont les livres recommandés : catéchismes, psautiers, vies de saints...et quels sont les livres à interdire : chansons, contes, fables, romans.... Or, ce sont les parents qui doivent pourvoir leurs enfants des livres qui serviront à l'apprentissage de la lecture. Dès lors, l'uniformité des supports est difficilement envisageable et effectivement rarement atteinte. Il pouvait donc y avoir un écart entre les livres attendus et ceux avec lesquels les enfants se rendaient en classe ; fréquemment, il a pu s'agir d'impression profanes à bas coût, brochures, almanachs, gazettes, petits livres de la bibliothèque bleue.... Face à ces disparités, l'Église préconise la « méthode simultanée » afin que les textes utilisés soient plus homogènes. Les sources ne donnent pas d'information sur les résultats de cette recommandation ; mais un plus grand investissement des fondations pieuses dans la fourniture de livres aux écoles a pu apporter des améliorations sur ce point. E. Chapron, dans ce chapitre, mentionne à quelques reprises l'existence d'écoles de filles au côté des écoles de garçons ainsi que celle d'écoles mixtes. Pourtant,

elle ne distingue pas les types de livres qui étaient mis entre les mains des enfants des deux sexes ni la place accordée à la lecture dans les apprentissages des uns et des autres alors qu'il est à présent établi qu'ils étaient différents.[1]

Dans un deuxième chapitre intitulé « Lire au pays latin », E. Chapron poursuit son propos par la description des usages liés aux livres dans les établissements scolaires destinés aux garçons des élites. Ainsi, les collèges--dès le seizième siècle--publient les listes des livres avec lesquels les élèves doivent faire leur rentrée chaque année. L'homogénéité des titres utilisés en classe était plus facilement obtenue que dans les petites écoles grâce aux moyens financiers des familles ; toutefois, il pouvait arriver que des résistances s'élèvent parmi les parents dont certains étaient peu désireux d'investir plus qu'ils ne le jugeaient utile dans des livres qu'ils estimaient trop coûteux ou superflus. E. Chapron montre ensuite que la recherche d'une plus grande efficacité de l'enseignement conduit bon nombre de régents à publier leurs cours--afin d'éviter le recours systématique à la dictée--ce qui développe l'impression des livres « classiques ». La première discipline concernée par ces efforts est le latin ; puis d'autres disciplines comme la rhétorique, la philosophie et les mathématiques sont rapidement visées. Outre leurs livres de classe, les collégiens pouvaient se voir offrir ou pouvaient demander--notamment pour occuper leurs loisirs--des livres plus personnels portant par exemple sur l'histoire, les sciences ou relevant de la nouvelle « littérature éducative » en vogue dans la deuxième moitié du siècle à l'instar du *Magasin des enfants* (1756) de Marie Leprince de Beaumont. Les prix distribués en fin d'année aux plus méritants représentaient une troisième occasion pour les collégiens d'entrer en possession de livres ; les domaines les plus représentés par ces derniers, donnant une indication sur les lectures considérées à la fois comme profitables et plaisantes pour les élèves, étaient l'histoire et les belles-lettres.

Après cette description des utilisations « scolaire » et récréative des livres, dans un troisième chapitre intitulé « Le pain quotidien des libraires de France », E. Chapron aborde le livre en tant qu'objet économique et, dans cette perspective, pose la question suivante : « ...dans quelle mesure les acteurs de la librairie ont-ils considéré le livre d'éducation comme une catégorie opératoire dans l'organisation de leurs métiers et dans la conduite de leurs affaires au dix-huitième siècle ? » (p. 115). Pour y répondre, elle qualifie le segment des livres d'école et des livres de piété d'« économie morale » selon le concept développé par Edward P. Thompson. Cette analyse semble discutable. Les tensions entre des professionnels d'un même secteur--en l'occurrence ceux qui, parmi les libraires, débitaient des livres destinés à être utilisés dans les classes--ne correspondent pas à la théorie de Thompson qui désigne des moments de crises profondes comme les soulèvements populaires. L'historien explique le déclenchement de ces derniers par un point de rupture spécifique : les opprimés (des pauvres) subissent une souffrance matérielle insupportable ; mais surtout, ils estiment que les normes et valeurs qui les liaient à leurs oppresseurs (exploitant leur travail) ont été bafouées de manière intolérable.[2] De plus, E. Chapron rappelle elle-même que les autorités royales et universitaires sont régulièrement intervenues afin d'empêcher que ne s'établissent des monopoles de libraires. Dans la suite de ce même chapitre, E. Chapron décrit de façon détaillée les « collaborations » commerciales qui s'établissent entre les imprimeurs et libraires attitrés de collèges et ces derniers dans plusieurs villes et régions : Limoges, Champagne, Lorraine, Avignon et Rouen. Les zones d'influence géographique de ces professionnels du livre sont plus ou moins étendues grâce à leurs stratégies commerciales qui reposent, en grande partie, sur des prix compétitifs. Elles peuvent être quasiment nationales pour des Limogeois et Avignonnais. Ce sont quelquefois des dynasties de libraires qui ont prospéré grâce à un investissement ciblé dans la catégorie des livres d'école.

Dans le quatrième et dernier chapitre de la première partie intitulé « Vendre : le sens des lieux et l'ordre des livres », l'auteur décrit la structuration du marché du livre à Paris. Au dix-huitième siècle, celui-ci dépend encore en grande partie de l'implantation des collèges auprès desquels des libraires se sont traditionnellement installés mais il tend à s'en démarquer. E. Chapron met ici au jour les stratégies des libraires et imprimeurs afin d'occuper un marché relativement stable et rentable grâce à la nécessité de renouveler fréquemment les livres de collégiens et d'écoliers. L'intérêt de ce marché se traduit notamment par la timide émergence de la catégorie éditoriale du livre d'école que quelques libraires différencient au sein de leurs catalogues en l'isolant et en la titrant. Parvenu à la fin de cette première partie et constatant l'absence de référence—à défaut d'un paragraphe ou d'un chapitre—à un troisième haut lieu de l'éducation au dix-huitième siècle, celui des couvents accueillant des pensionnaires, le dix-huitiémiste est surpris et interpellé. D'autant plus qu'E. Chapron mentionne en note de bas de page l'un de ses articles qui décrit quelques acteurs de ce marché (p. 158). De plus, un titre cité en tant qu'exemple de l'existence d'une « librairie de contrebande » du duché de Lorraine, *Formulaire de prière à l'usage des pensionnaires des religieuses ursulines*, tiré à 3348 exemplaires (p. 139), souligne que des ouvrages appartenant à ce champ de l'éducation ont pu être imprimés dans des proportions parfois similaires à celles qui concernaient les livres les plus en vogue dans les collèges. De même, une page du *Catalogue des livres imprimés...* de l'imprimeur Joseph Collignon de Metz, datant de 1761, annotée par le libraire langrois Pierre Héron, et insérée en tant qu'illustration par E. Chapron, signale un *Formulaire de prières à l'usage des pensionnaires et Exercices des Dames Ursulines* et des *Prières, Exercices et Pratiques pour les Pensionnaires et Écolières des Religieuses de la Congrégation de Notre-Dame* (p. 141). Ceci confirme que d'autres ordres féminins se consacrant à l'éducation des filles étaient présents sur ce marché et suggère que d'autres régions pouvaient être concernées.

La seconde partie, « Des livres pour les nouveaux Robinsons », débute par un premier chapitre intitulé « Réformer l'éducation nationale » dont l'objet est de convoquer les livres publiés afin de répondre aux projets de réforme des différents types d'éducation. L'École royale militaire, fondée en 1751 et accueillant les fils de la noblesse désargentée, aurait été le lieu où auraient pris forme des démarches de modernisation de la pédagogie destinée aux élites sociales. En effet, des disciplines relativement nouvelles ou renouvelées telles que l'allemand, les mathématiques, l'histoire et la géographie y ont été enseignées. Et des régents en charge de ces enseignements ont rédigé des livres tirés de leurs cours de manière à promouvoir une modernité et une uniformité des outils servant aux apprentissages. Seuls les régents et auteurs de matières délicates telle que l'instruction militaire ont pu se voir refuser le droit d'imprimer—ou de diffuser largement—leurs ouvrages. Les résultats de ces expérimentations ont été peu probants. Toujours pour soutenir l'effort d'uniformisation, le pouvoir commanda à l'abbé Batteux un *Cours d'études à l'usage des élèves de l'École royale militaire* (1777) auquel travaillèrent plusieurs contributeurs ; mais le projet se solda par un échec. Finalement, une certaine homogénéité des ressources livresques s'établit selon un modèle relativement traditionnel, grâce aux réputations des auteurs et des ordres religieux les utilisant. Des projets d'amendement pour les petites écoles virent également le jour—à l'image de ce qui se passait en Europe—notamment à travers les réponses aux questions des académies ; mais les sujets de la fourniture de livres et de l'uniformisation de ceux-ci n'y sont presque pas traités.

Le deuxième chapitre, « Modernités pédagogiques », évoque de nouveaux lieux de formation des enfants et jeunes gens, les « maisons d'éducation », qui reprennent le principe des pensions accueillant des collégiens externes tout en le renouvelant et en le modernisant. Elles auraient

favorisé, en y recourant, la diffusion de nouveaux livres d'instruction comme le *Quadrille des enfants* (1744) de Claude-Louis Berthaud et d'un matériel pédagogique moderne comme les bureaux typographiques, globes, cartes, jeux.... Puis E. Chapron décrit les éducations modernes et ambitieuses que quelques parents de la haute bourgeoisie et de la noblesse s'efforcent de donner à leurs enfants—quand ceux-ci ne sont pas encore ou plus au collège ou au couvent—à grand renfort de théories nouvelles, de maîtres éclairés et de livres contemporains écrits en partie pour les enfants comme *Les Conversations d'Émilie* (1774) de Louise d'Épinay.

Le chapitre suivant, « La nouvelle librairie pédagogique », met au premier plan des « nouveautés pédagogiques » qui sont des *best-sellers*, tel que *L'Ami des enfants* de Berquin (1782-83), et qui connaissent un essor important dans la seconde moitié du dix-huitième siècle. Il met également en lumière leurs diffuseurs, des libraires spécialisés dans ce domaine comme le Parisien Hérissant et le Lyonnais Bruyset, ainsi que leurs « cibles » commerciales : les adultes œuvrant dans le champ de l'éducation domestique ; parents, précepteurs et gouvernantes. Puis, E. Chapron traite successivement plusieurs thèmes sans que la cohérence et la nécessité de cette succession apparaissent clairement. Dans « Inventer l'enfant lecteur », elle aborde la question de l'enfant en tant que sujet lecteur, elle analyse les titres des ouvrages pédagogiques sous l'angle de la « titrologie » (p. 246) puis de « l'intitulation » (p. 247) avant d'étudier les « âges de la lecture » (p. 249) tels qu'ils apparaissent dans les textes. À cette occasion, elle met en doute la réalisation par Marie Leprince de Beaumont de l'une de ses « ambitions » : tracer le plan d'une éducation proportionnée aux âges des enfants et jeunes personnes au haut de la page 250. Pourtant, elle démontre elle-même que la pédagogue a atteint son but en évoquant les célèbres *Magasin des enfants* (1756), *Magasin des adolescentes* (1760) et *Magasin des jeunes dames* (1764) au bas de la page 250. Elle relève ensuite qu'une partie des ouvrages destinés aux enfants intéressaient des adultes désireux de s'instruire.

Dans le huitième chapitre, « L'invention de l'auteur pour la jeunesse », E. Chapron étudie les auteurs de livres destinés aux enfants et jeunes gens. Les livres de classe pour les petites écoles étaient traditionnellement et majoritairement dépourvus de noms d'auteurs. En revanche, ceux qui étaient écrits par des régents, tout en devenant de plus en plus nombreux, comportaient de plus en plus souvent le nom de l'auteur. Dans le même temps, des auteurs aux profils variés proposent de nouvelles méthodes pour enseigner la lecture. Et, parallèlement à cette littérature « scolaire » et d'apprentissage, E. Chapron mentionne le développement d'une littérature des « amis des enfants » (p. 282) et rappelle qu'une littérature éducative écrite par des femmes fleurit dans la seconde moitié du dix-huitième siècle. À travers différentes analyses, elle tente de proposer une explication de ce « discours pédagogique » spécifique. Cette tentative aurait bénéficié d'une meilleure connaissance de ces textes qui ont été étudiés des points de vue littéraire et historique.^[3] Dans un ultime chapitre, « Comment on écrit un livre pour les enfants », E. Chapron revient sur les façons d'écrire des livres sur le latin et l'histoire pour des enfants. Enfin, elle termine avec l'élément introductif de son introduction, la mise au niveau de la compréhension et des besoins des enfants de romans parmi lesquels *Robinson Crusoé* (1719) de Daniel Defoe figure en bonne place.

Le livre d'E. Chapron constitue un apport pour les histoires du livre et de l'éducation par les nombreuses archives consultées, les nombreux travaux d'historiens cités et les nombreux livres du dix-huitième siècle destinés aux enfants et jeunes gens recensés. Une géographie « physique » et « sociale » des usages des livres de l'enfance au dix-huitième siècle est ainsi exposée aux chercheurs en histoire et en littérature. Et l'historienne parvient à montrer, ainsi qu'elle se l'était

proposé dans son introduction, que l'inscription sociale de la lecture enfantine a lieu dès le dix-huitième siècle. Toutefois, plusieurs aspects de ce travail interrogent : la mention trop fréquente de sources datant du dix-septième siècle, l'utilisation de concepts peu (l'économie morale) ou pas (le retournement du stigmaté) analysés en relation avec le sujet traité, le recours à des notions relevant des sciences de l'éducation qui ont semblé anachroniques au regard du thème du livre. Enfin, il est à regretter que le sujet des livres et des lectures des pensionnaires de couvents n'ait pas trouvé de place dans cette étude.

NOTES

[1] Martine Sonnet, *L'Éducation des filles au temps des Lumières* (Paris : Biblis, 2011 [Editions du Cerf/CNRS 1987]) ; Françoise Lelièvre et Claude Lelièvre, *Histoire de la scolarisation des filles* (Paris : Nathan, 1991); Jean Perrel, « Les écoles de filles dans la France d'Ancien Régime », *Historical Reflections/Réflexions Historiques*, 7.2-3 (Été-Automne 1980), p. 75-83.

[2] Didier Fassin, « Les économies morales revisitées », *Annales. Histoire, sciences sociales* 46 (2009), p. 1237-66.

[3] Sonia Cherrad, *Le Discours pédagogique féminin au temps des Lumières* (Oxford : Voltaire Foundation, 2015).

Sonia Cherrad
CELLAM-Université Rennes 2
sonia_cherrad@yahoo.com

Copyright © 2022 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of *H-France Review* nor republication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on *H-France Review* are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172